

La RATP lance le premier coup de semonce suite aux annonces sur la réforme des retraites proposée par le gouvernement d'Édouard Philippe. Pourquoi les agents de la RATP sont-ils contre cette réforme ? Qu'y a-t-il dans cette réforme ?

Les régimes spéciaux sont mis en cause, notamment ceux de la RATP. La RATP bénéficie d'un régime spécial assez intéressant. Certains peuvent partir dès l'âge de 50, 52 ou 57 ans, en fonction des postes qu'ils occupent.

Pour le syndicaliste chrétien que je suis, cette grève qui bloque des millions de personnes et gêne des usagers, des travailleurs, des entreprises et des parents n'est pas acceptable.

Les politiques nous annoncent un jour quelque chose et le lendemain autre chose. Visiblement, ils ne sont pas d'accord entre eux. Il y a donc une inquiétude. Quand on regarde le mode de calcul des salariés de la RATP, on s'aperçoit qu'ils perdraient 25 % de leur pension. Je comprends donc que cela les mobilise. La grève est pour moi le dernier moyen pour contester cette réforme. Le gouvernement est largement responsable de ce type d'action désastreuse.

Prenons l'exemple de Notre-Dame-des-Landes. Je ne connais pas parfaitement le sujet, il s'agit d'un cas où des gens occupent illégalement des terrains pendant plusieurs mois, bloquent des routes et s'affrontent aux forces de l'ordre. Emmanuel Macron promet de résoudre le problème en disant : "Nous allons organiser un référendum local." Le résultat est : "Nous voulons l'aéroport." Quelques semaines plus tard, le président de la République et l'État disent : "On laisse les joyeux gauchistes qui ont envahi les terrains illégalement, on leur donne même les terres." C'est un appel formidable ! Le signal est : si vous tenez sur la durée, on cédera. On est uniquement dans le rapport de force.

Les syndicats qui ont appelé à la grève à la RATP parlent de coup de semonce. C'est comme si on tirait à l'artillerie avant d'avoir donné un coup de pistolet en l'air...

C'est un peu ça. Les politiques peuvent raconter tout ce qu'ils veulent, il n'y a pas de confiance possible. Ils utilisent une méthode de lutte des classes. Parfois, elle s'applique contre le patronat et parfois, contre le gouvernement.

Concernant les retraites, certains éléments d'inquiétude sont néanmoins légitimes. Il est inconcevable que l'on nous parle des retraites et non de natalité et de politique familiale. Il est inconcevable qu'on nous parle de retraite et de rallongement de la durée du travail sur l'ensemble de la vie quand l'augmentation du taux de chômage des seniors chiffre plus 179 %. 62 % de ces seniors sont au chômage longue durée. On sait qu'ils ne retrouveront pas de travail. Si on veut financer les retraites, cela passe par l'emploi.

Je note d'ailleurs une contradiction flagrante dans les deux discours gouvernementaux. D'un côté, on nous dit : "Laissez-nous faire, une baisse du chômage a déjà commencé et elle va s'accélérer."

De l'autre, on nous dit : "on ne va pas pouvoir financer les retraites." S'il y a une baisse de chômage et davantage d'actifs qui cotisent, alors il n'y a pas de danger pour le financement des retraites.

Quand nous dit-on la vérité ?

On prend le problème par le mauvais bout. On baisse les retraites, mais si on avait maintenu les retraites et lancé une politique de natalité, l'équilibre serait retrouvé...

Cela nous aurait largement aidés. Les régimes spéciaux n'ont pas à être figés. Certains régimes spéciaux sont utiles, indispensables et normaux. Il est tout à fait légitime que les militaires français qui luttent en Afrique contre l'islamisme et risquent leur vie aient un régime spécial. Ce régime leur permet de partir plus tôt en retraite. C'est la même chose pour les pompiers. Quand on a 65 ans, il est difficile de monter sur une grande échelle en portant quelqu'un.

Posons tout sur la table. Tout, cela veut dire qu'il faut voir globalement et aussi ce problème de natalité. Quels sont les choix que nous faisons ?